

Au cours des douze dernières années, ou, enfin, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, nous avons connu les pires taux de chômage et d'inflation depuis la crise économique. En douze ans, nous avons assisté à un si grand nombre de fermetures d'entreprises et à un si grand nombre de mises à pied que beaucoup d'économistes parlent maintenant du Canada comme d'un pays qui est en pleine phase de désindustrialisation. En tous cas, dans l'industrie que je connais le mieux, soit celle de l'électronique et des appareils électriques, il s'est produit des changements radicaux au cours des dix dernières années. Il y a dix ans, le Canada avait une industrie de fabrication de produits électroniques assez prospère. En cinq ans seulement, près de 20,000 emplois ont disparu.

● (1710)

De plus, nous avons perdu des milliers d'occasions de créer des emplois pour deux grandes raisons: un niveau insuffisant de recherche et de développement et une augmentation des importations étrangères. En 1967, par exemple, nous importions pour 63 millions de dollars d'appareils électriques. En 1977, nous en avons importé pour 421 millions de dollars. Aujourd'hui, on ne peut acheter une radio faite au Canada. Bientôt, on ne pourra plus acheter de téléviseur fait au Canada. Au début des années 1980, on ne fabriquera probablement plus de petits appareils électriques au Canada.

Ce qui est arrivé dans l'industrie électrique est arrivé dans presque tous les autres secteurs de fabrication, qu'il s'agisse de la chaussure, du vêtement, du meuble, du textile, de la construction navale ou de tout autre domaine. Plus récemment, même ce bon vieux secteur des ressources naturelles sur lequel on croyait pouvoir toujours compter au Canada a connu des moments difficiles.

Depuis des années, le Nouveau parti démocratique et le CCF avant lui avertissent le gouvernement qu'il soit libéral ou conservateur, de ne pas permettre l'extraction incontrôlée de nos matières premières et de nos ressources naturelles et leur exportation en d'autres pays pour y être transformées en produits finis et réexpédiés au Canada pour y être vendus. C'est souvent la politique que suit le gouvernement au Canada depuis 1949, et ce faisant non seulement il agit stupidement sur le plan économique, mais il pousse à l'extrême le dédain de ses responsabilités. Nous avons non seulement gaspillé nos précieuses ressources, mais nous avons du même coup perdu toute possibilité de financer nos activités de pays industriel technologiquement avancé.

Dans le contexte de la crise économique actuelle, le problème le plus grave est probablement le fait que nos industries sont aux mains d'étrangers. D'après les derniers chiffres que je possède, les compagnies étrangères étaient propriétaires de 57 p. 100 de toutes les industries manufacturières au Canada. Elles étaient aussi propriétaires de 99 p. 100 de l'industrie du caoutchouc, 96 p. 100 de l'industrie automobile et des pièces d'automobile, 85 p. 100 des industries chimiques, 71 p. 100 des industries électriques, 63 p. 100 des industries de machines agricoles et 57 p. 100 des industries de matériel de transport.

Jusqu'à ces derniers temps, nous nous préoccupions de la main-mise étrangère surtout parce que nous avions une économie de filiales. Ce n'est même plus le cas aujourd'hui. Notre économie est rapidement en train de devenir une économie d'entrepôts à cause de la quantité croissante de biens de

consommation que nous devons importer. Ces produits sont fabriqués en bonne partie par les mêmes sociétés qui les fabriquaient auparavant au Canada et qui ont constaté qu'il était plus rentable de s'établir ailleurs.

Malgré tout cela, tant les libéraux que les conservateurs voudraient nous faire croire qu'à cause de la situation internationale, il n'y a pas grand-chose que le gouvernement puisse faire contre le chômage. Ni moi ni le Nouveau parti démocratique ne sommes d'accord avec cette théorie. Si le gouvernement voulait vraiment faire quelque chose de concret et s'il voulait vraiment parvenir à donner des emplois à tous les travailleurs du Canada, il prendrait immédiatement des mesures pour réduire le taux de chômage. Dans l'immédiat, le gouvernement pourrait montrer qu'il veut sérieusement résoudre le problème du chômage en déclarant qu'il n'a pas l'intention de réduire davantage le montant des subventions accordées aux organismes de placement financés dans le cadre des programmes d'extension des services de la main-d'œuvre. Ces programmes ont prouvé leur efficacité par le passé, mais le gouvernement a pourtant décidé d'en supprimer une bonne partie.

Il y a notamment le cas d'un organisme de placement de Hamilton, en Ontario, le Citizen Action Group, qui s'efforçait de trouver des emplois pour les gens difficiles à placer. Il s'agissait surtout de jeunes, d'anciens détenus et d'anciens malades mentaux. Cet organisme a appris récemment que sa subvention de \$118,000 par année serait supprimée parce que, semble-t-il, le programme d'extension par lequel il était financé s'applique uniquement à des projets pilotes temporaires. Maintenant que l'organisme a prouvé qu'on peut trouver du travail aux personnes difficiles à placer, ce sont les centres de main-d'œuvre qui s'en chargeront.

Ce que le gouvernement devrait faire au lieu de s'amuser avec des mesures comme celles que nous étudions maintenant, c'est de rétablir des programmes dont l'efficacité a été prouvée, comme les programmes d'extension des services de la main-d'œuvre. Nous avons besoin de stimulants afin de créer des programmes d'apprentissage pour mettre fin à la pénurie de travailleurs spécialisés au Canada. Si les députés d'en face étaient vraiment sérieux, ils emploieraient à meilleur escient les deniers des contribuables en les répartissant de façon plus productive dans les secteurs de l'alimentation, du logement, de l'énergie et du transport; ils pourraient également consacrer une partie à l'expansion des industries de transformation qui traiteraient les ressources canadiennes, et au développement des industries de fabrication, pour encourager ces dernières à fabriquer les produits que nous importons maintenant.

Si le gouvernement avait des intentions vraiment sérieuses au sujet du chômage, il le montrerait en déposant une mesure législative favorisant le plein emploi, laquelle comporterait des prévisions annuelles relatives aux objectifs d'embauche, et un calendrier de réalisation de ces objectifs. Voilà qui prouverait aux Canadiens que le gouvernement envisage sérieusement de sortir le pays du pétrin dans lequel il l'a plongé. Des mesures comme celles que renferme le présent projet de loi ne font que confirmer l'opinion selon laquelle le gouvernement n'envisage pas sérieusement de s'attaquer au chômage. Pourtant, il est grand temps qu'il s'y mette.

Des voix: Bravo!